

# JOURNAL DE S<sup>T</sup>-PÉTERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

**ADMINISTRATION. — REDACTION.**  
Tout ce qui concerne l'administration ou la rédaction du journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouok, maison D'usau, n<sup>o</sup> 15.  
Toute communication destinée à l'insertion doit être signée et accompagnée de l'adresse de l'expéditeur. — Les lettres non affranchies sont refusées.  
Nonobstant, l'administration se réserve le droit de publier, sans le consentement de l'auteur, les lettres qu'elle juge d'intérêt public.  
**PRIX DES ANNONCES A S<sup>T</sup>-PÉTERSBOURG**  
ANGLAISES ET AFFICHES . . . . . 10 cop. la ligne.  
RECLAMES . . . . . 25 —  
FAITS DIVERS . . . . . 75 —

**S'adresser à S<sup>t</sup>-Petersbourg**, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, n<sup>o</sup> 15, m. de l'église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouok, 15, à Moscou, chez GATTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LAURENCE, ci-devant N. KYMMEL, libraire à Kiev; R. ULMANN et C<sup>o</sup>, bureau de commissions à Ekaterinoslaw; K. F. BOUDKIEWICZ, libraire à Jitomir, et G. BAERENSTAM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ RUSSIE, Chausseé d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES et C<sup>o</sup>, 1, Cecil street, Strand, W.C.; à Berlin, RUD. MOSSE, Grosse Friedrichstr., n<sup>o</sup> 68; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOIGLER.

**PRIX D'ABONNEMENT A S<sup>T</sup>-PETERSBOURG.**  
RUSSE (S<sup>T</sup>-PETERSBOURG) . . . . . 2 r. 50 k. 10 r. 18 r.  
INTERIEUR . . . . . 2 50 6 75 12 25 22  
ÉTATS DE L'UNION POSTALE ALLEMANDE . . . . . 2 50 7 12 22  
BELGIQUE, SUISSE, HOLLANDE, ITALIE . . . . . 2 75 8 13 24  
FRANCE, DANEMARK, ANGLETERRE ET ROUMANIE . . . . . 3 25 8 50 14 27  
SUÈDE, ESPAGNE, PORTUGAL, GRÈCE ET ÉGYPTE . . . . . 3 25 8 50 14 27  
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE . . . . . 8 75 10 50 19 36  
**PRIX DU NUMÉRO**: en ville 10 cop.; d'une demi-feuille 6 cop.  
à l'extérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

**CONDITIONS D'ABONNEMENT.**  
Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1<sup>er</sup> janvier.  
Les abonnements datent du 1<sup>er</sup> ou du 15, leur durée ne doit jamais dépasser le 31 décembre.  
**Abonnements pour S<sup>t</sup>-Petersbourg**: au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, au pont de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouok, 15.  
**Abonnements pour l'extérieur**: adresser les lettres au Bureau des Abonnements, Journal de S<sup>t</sup>-Petersbourg, Maximilianovsky pérouok, n<sup>o</sup> 15 et à Moscou, chez GATTIER, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au-dessous.  
**Abonnements pour l'étranger**: adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky pérouok, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en un mandat sur une Banque de S<sup>t</sup>-Petersbourg.

## PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PÉTERSBOURG, 4 janvier.

**DÉCROISSANCE. Grand-croix de 2<sup>e</sup> classe de l'Ordre de S<sup>t</sup>-Vladimir** aux conseillers privés Soloviev, recteur et professeur ordinaire émérite de l'université impériale de Moscou, Grotte et Zinin, membres effectifs de l'académie impériale des sciences, et au conseiller d'Etat actuel de Bunge, recteur et professeur ordinaire de l'université impériale de S<sup>t</sup>-Vladimir.

**Ordre de S<sup>t</sup>-Anne de la 1<sup>re</sup> classe**, enrichi des insignes de la couronne impériale, au conseiller d'Etat actuel Stepani, membre effectif de l'académie impériale des sciences.

**Ordre de S<sup>t</sup>-Anne de la 1<sup>re</sup> classe**: au conseiller privé prince de Lieven, grand-maître des cérémonies, curateur de l'arrondissement scolaire de S<sup>t</sup>-Petersbourg; aux conseillers d'Etat actuels: Toulou, adjoint du curateur de l'arrondissement scolaire de Kiev; Gratsinsky, directeur des écoles de la direction de Perm; Ossoline, professeur ordinaire émérite de l'université impériale de Kazan; Bassov et Poulouine, professeurs ordinaires émérites de l'université impériale de Moscou, et Khodnev, membre du comité scientifique du ministère de l'instruction publique.

**Ordre de S<sup>t</sup>-Stanislas de la 1<sup>re</sup> classe** aux conseillers d'Etat actuels: Georgievsky, membre du conseil du ministre de l'instruction publique; de Bratke, directeur du département du ministère de l'instruction publique; Yanovsky, adjoint du curateur de l'arrondissement scolaire de S<sup>t</sup>-Petersbourg; Malinovsky, adjoint du curateur de l'arrondissement scolaire de Vilna; Kapostinsky, directeur et professeur ordinaire du lycée juridique Dénidov à Yaroslavl; Vishniavsky, directeur des écoles du gouvernement de Simbirsk; Lomonosov et de Zimmermann, directeurs du 3<sup>e</sup> gymnase de S<sup>t</sup>-Petersbourg et du 2<sup>e</sup> gymnase d'Odesa; Leschikov, professeur ordinaire émérite de l'université impériale de Moscou; Soukhomlinov, Kovalsky, Matson, Lavrovsky, professeurs ordinaires des universités impériales de S<sup>t</sup>-Petersbourg, de Kazan, de S<sup>t</sup>-Vladimir de Khar'kov; Schifner, membre extraordinaire de l'académie impériale des sciences; Dollen, astronome supérieur de l'observatoire central Nicolas, et Renardin, en disponibilité au ministère de l'instruction publique. (Rescrits du 1<sup>er</sup> janvier)

(Message officiel.)

**ARMÉE DE TERRE. Promotions** en récompense de services distingués au grade de général-major, les colonels: Mouschnikov et Polt, qui conservent leurs emplois de chefs militaires des gouvernements de Riazan et de Tambou; **Insérence** à la suite de l'infanterie de l'armée le général-major de Hahn, qui reste attaché pour missions spéciales au département des affaires du ministère des finances, comme aide de l'inspecteur des gardes-frontières. (Ordre du jour imp. des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> janvier.)

**Nominations.** Le général-major Beznosikov, des troupes de dépôt, est placé à la disposition de l'aide-de-camp général de Kaufmann 1<sup>er</sup> en sa qualité de commandant en chef des troupes de la circonscription militaire du Turkestan, en restant à la suite de la cavalerie de l'armée. (Ordre du jour imp. du 3<sup>e</sup> janvier.)

**MARINE IMPÉRIALE. S. A. I. le grand-duc Alexis Alexandrovitch**, de l'équipage des marins de la garde, chef du 1<sup>er</sup> cadre d'équipage

de Finlande, est promu au grade de capitaine de frégate, en conservant sa dignité d'aide de camp de l'Empereur. (Ordre du jour imp. du 2<sup>e</sup> janvier.)

**MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. Promotions**: en récompense de services distingués, au rang de conseiller privé actuel, le conseiller privé Delianov, secrétaire d'Etat et sénateur, adjoint du ministre de l'instruction publique, directeur de la bibliothèque publique impériale, qui conserve toutes ses fonctions et dignités actuelles. (Oulase imp. du 1<sup>er</sup> janvier.)

(Message officiel.)

Au rang de conseiller privé les conseillers d'Etat actuels Kotel'ov, professeur émérite, ci-devant recteur de l'université impériale de Khar'kov, admis à la retraite sur sa demande; Brosset, membre effectif de l'académie impériale des sciences, Somov et Gorlov, professeurs ordinaires émérites de l'université impériale de S<sup>t</sup>-Petersbourg, et Kovalevsky, professeur ordinaire de l'université impériale de Varsovie; au rang de conseiller d'Etat actuel, les conseillers d'Etat: Neitissou, inspecteur de l'arrondissement scolaire de S<sup>t</sup>-Petersbourg, Pilatsky et Panov, directeurs des écoles des gouvernements d'Arkhangel et d'Oufa; Mikhalov, directeur du séminaire pédagogique à S<sup>t</sup>-Petersbourg; Janisch, directeur du gymnase de Cronstadt; Piskarev, directeur du gymnase Nicolas de Tsarskoï-Selo, Sosnovov, directeur du 2<sup>e</sup> gymnase de Moscou, et Gailitsinsky, directeurs du 2<sup>e</sup> gymnase de Moscou et de celui de la Société impériale philanthropique; Mine, procureur et professeur ordinaire de l'université impériale de Moscou; Ovsinnikov et Andrievsky, professeurs ordinaires de l'université impériale de S<sup>t</sup>-Petersbourg, Békélov, professeur ordinaire de l'université impériale de Khar'kov, Karastelov et Smirnov, professeurs ordinaires de l'université impériale de la Nouvelle-Russie, Sokolov et Pristavinski, en fonctions de professeurs ordinaires des universités impériales de Kazan et de Varsovie, Schildor'sky, directeur de l'école professionnelle de Bélaïa-Tserkov; Golovatsky, président de la commission archéologique de Vilna pour l'examen des anciens documents, et Kossikov, professeur extraordinaire de l'université impériale de Varsovie.

**Confirmation** en qualité de recteur de l'université impériale de Varsovie, le conseiller d'Etat actuel Blagovestchensky, professeur ordinaire émérite de l'université impériale de S<sup>t</sup>-Petersbourg, relevé de ses fonctions de membre du comité scientifique du ministère de l'instruction publique.

**Promotions** au rang de conseiller privé, les conseillers d'Etat actuels: Blagovestchensky, recteur de l'université impériale de Varsovie, et Tebel'shev, membre du comité scientifique du ministère de l'instruction publique. (Ordre du jour imp. des 22, 30 décembre et 1<sup>er</sup> janvier.)

## PARTIE NON OFFICIELLE.

**L'Invalide russe** publie aujourd'hui une « Revue militaire annuelle » et nous lui empruntons comme d'habitude les principaux passages de cette étude rétrospective:

« L'année qui vient de s'écouler peut être appelée une année d'achèvement vers les réformes radicales qui se préparent dans l'organisation militaire de la Russie.

« La commission chargée de ces réformes, et présidée par M. le général comte de Heyden, chef de l'état-major général, a travaillé avec

une activité extraordinaire, ce qui lui a permis d'achever pour le nouvel an tous les travaux préparatoires. Le projet qu'elle a élaboré, avec toutes ses annexes, vient d'être soumis à l'examen du pouvoir législatif. Quant au projet de la nouvelle organisation des différentes parties de l'armée, il a été soumis pendant le mois de décembre à l'examen des personnes spécialement invitées à prendre part aux travaux de la commission organisatrice (les commandants des arrondissements militaires, les chefs des directions centrales, etc.), et après avoir été complété par de nouvelles données, il sera soumis à l'approbation souveraine avant la fin du mois de janvier.

« A l'heure qu'il est tout le monde est d'accord sur ce que le service militaire obligatoire pour toutes les classes de la société est le seul moyen d'organiser une force armée suffisante pour la défense d'un Etat. Mais on se demande si cette réforme aurait été possible chez nous si elle n'avait point été précédée par toute une série d'autres réformes. Nous n'aurions jamais pu prétendre nous mettre au niveau de tous les autres Etats européens sans le rapport de la culture intellectuelle comme sous le rapport militaire si le grand mot de l'émancipation du peuple n'avait pas été prononcé il y a douze ans par le Souverain. Comment aurions-nous pu appeler toutes les classes de la société dans les rangs d'une armée composée de serfs, soumise aux peines corporelles et rongée par des abus innombrables de son administration économique? La prévoyance du gouvernement a préparé les voies à la réforme. L'armée, dans son état actuel, peut hardiment ouvrir ses rangs à tous les défenseurs de la patrie. Les peines corporelles y ont disparu, n'étant réservées que pour les militaires non et sont classés dans une catégorie particulière: les relations de supérieur à inférieur sont déterminées par les stipulations du code militaire et du règlement disciplinaire. L'entretien du soldat est amélioré et garanti par des comités économiques. L'armée enfin a été élevée lentement, mais sûrement, au niveau qui lui donne le moyen de progresser comme qualité et de suppléer par le développement intellectuel du soldat à la réduction de la durée de son service sous les armes.

« Lorsque, en 1868, le nombre des divisions et des régiments fut presque doublé, il y eut bien des militaires qui ne comprirent point l'utilité et l'urgence de cette réforme. La grande majorité d'entre eux la considéraient non seulement comme inutile, mais même comme destructive des qualités militaires de l'armée. Le gouvernement, a ce moment, avec des frais comparativement modestes, amena graduellement les 47 divisions existantes à un état tel que personne ne doute plus maintenant des qualités militaires de ces troupes, de leur excellent armement et de leur irréprochable organisation sous le rapport de l'équipement et de la manutention. Les revues passées en 1872 par S. M. l'Empereur ont prouvé que nos troupes de ligne ne le cèdent en rien sous le rapport de l'éducation tactique aux troupes de la garde. En possédant une base militaire de cette nature on peut y associer tout ce que l'on croira nécessaire pour le développement ultérieur, soit de l'armée effective, soit des troupes de réserve. A l'heure qu'il est, le chiffre de l'armée effective est limité en temps de paix à 739,000 hommes, mais il y a derrière cette armée un contingent de 621,000 soldats en congé.

« Le nombre des armes se chargeant par la culasse dépasse aujourd'hui de 420,000 le nombre nécessaire pour en munir toute l'armée.

« L'organisation nouvelle des armées exige un développement extraordinaire de l'artillerie. Nos arsenaux sont à la hauteur de ce besoin. En 1870 nous n'avions que trois batteries par division, nous en avons maintenant quatre dans toutes les brigades, et, sur l'ordre de S. M.

Voyez plutôt sa description du tigre dans la pièce intitulée *Les Jungsles*:

Sous l'herbe haute et sèche où le naja vermeil dans sa spirale d'or se déroule au soleil, La bête formidable, habitante des jungles, S'étend, le ventre en l'air, et dardant les ongles De son muqueux marbre qui s'ouvre, un souffle ardent Fume; la langue rude et rose va pendante, Et sur l'épau portait, chaud comme une fournaise, Passe par intervalle un frémissement d'aïse.

Cela est-il assez fier et librement touché! On pense involontairement à la grande manière de Bayre, « le plus grand des animaliers connus.

Après ce second volume, le poète se recueillit pendant sept ans. « J'espère achever », disait-il, « un poème où je tenterai de renfermer, dans une suite d'actions et de récits épiques, l'histoire de l'ère sacerdotale et héroïque d'une de ces races mystérieuses venues de l'antique Orient pour peupler les déserts de l'Europe.

Ce cadre fut en partie rempli par les *Poèmes barbares* qui sont peut-être ce qu'il a fait de plus étrangement original. Citons, comme pendant à la pièce précédente, celle qui est intitulée: *Le Jaguar*. La bête fauve s'est mise à l'affût sur un arbre: un taureau passe et l'apparait:

— La peur le cloue en place. Au sommet du tronc noir qui effleure en passant, Plantés droit dans sa chair où court un froid de glace, Flambent deux yeux zébrés d'or, d'agate et de sang.

Stupide, vacillant sur ses jambes inertes, Il pousse contre terre un mugissement fon; Et le jaguar, du creux des branches entrouvertes, Se détend comme un arc, et le saisit au cou.

Pas un mot inutile. Chaque expression a le relief pittoresque, réuni à la valeur musicale. Sans doute, des descriptions de bêtes ne sont jamais, si belles qu'elles soient, que des tableaux de genre. Mais aussi convient-il de dire que le poète a pris quelquefois la peine de peindre l'âme humaine.

Sans être pauvre, Leconte de Lisle était loin d'avoir une fortune correspondante à la

l'Empereur, on a commencé à organiser les 5<sup>es</sup> et 6<sup>es</sup> batteries, pour lesquelles on possède déjà le nombre voulu de canons, d'affûts, etc. Il ne reste qu'à préparer le train, les harnachements, les instruments d'artificier et autres et à acheter les chevaux. Ce travail d'organisation doit se faire en trois ans, non par suite du manque de pièces, d'affûts et de caissons, mais afin d'éviter l'épuisement des dépôts.

« En fait d'objets d'équipement, les approvisionnements sont au complet et les ateliers de confection sont organisés de manière à fournir par an jusqu'à 145,000 habillements complets. En cas de besoin ce chiffre peut être facilement doublé.

« L'Assemblée provinciale de Tver a voté dans sa dernière session une somme de 20,900 roubles pour l'entretien d'une école technique et des écoles d'instituteurs primaires fondées par le zemstvo. Elle a en outre alloué un crédit de 35,000 r. pour l'achat ou la construction de bâtiments d'école.

« La Gazette de Moscou annonce que le tribunal d'arrondissement de cette ville jugera le 8 janvier, avec le concours du jury, le procès du « bourgeois de la ville de Schomta, le sieur Netchetchev, ci-devant instituteur privé », accusé de meurtre. L'accusé a refusé de se pourvoir d'un défenseur.

« On a pu lire aujourd'hui dans nos annonces la notification du décès de M. le sénateur Topilsky. D'après les renseignements du *Monde russe*, le défunt est mort subitement dans la rue, aux environs du Champ de Mars, d'où son corps a été rapporté à la maison.

« D'après le *Messenger officiel* le chauffeur au charbon de terre se généralise à Khar'kov. Vers la fin de l'année passée il y avait déjà dans cette ville plusieurs dépôts de houille et presque tous les calorifères avaient été appropriés à l'usage de ce genre de chauffage.

« Hier, 3 janvier, à 5 heures du soir, la Duna a déboulé à Riga. A 6 h. 3/4, le fleuve était entièrement libre de glaces.

(Agence télégraphique internationale.)

« On écrit de Berditchew au *Nouvel Temps*:

« Une semaine avant les fêtes de Noël 150 ouvriers du chemin de fer de Kiev-Brest ont exigé de M. Kondriakov, le commissionnaire de travaux, qui les avait loués, le paiement du salaire qui leur était dû. M. Kondriakov, qui s'est ruiné dans cette entreprise, ne pouvant point payer, voulut prendre la fuite, mais les ouvriers adressèrent une plainte à S<sup>t</sup>-Petersbourg par le télégraphe. Un officier de gendarmerie fut envoyé pour examiner l'affaire. Il reconnut parfaitement fondées les plaintes des ouvriers et prit les mesures nécessaires pour retrouver M. Kondriakov, qu'il somma de faire droit aux réclamations des ouvriers. Le 30 décembre M. Kondriakov s'est brûlé la cervelle.

— Bulletin de la variole à S<sup>t</sup>-Petersbourg le 2 janvier 1873:

	Sexe masc.	Sexe fémin.	Total.
Malades au 2 janvier.	174	61	235
Cas nouveaux.	2	2	4
Guérisons.	3	—	3
Décès.	1	2	3
Il restait en traitement au 3 janvier.	172	61	233
Total depuis l'apparition de la variole (du 1 <sup>er</sup> avril 1872 au 3 janvier 1873):	3050	1742	4792
Cas.	1904	1036	2940
Guérisons.	1000	619	1619
Décès.	—	—	—

(Gazette de police de S<sup>t</sup>-Petersbourg.)

ERRATUM. — Dans notre n<sup>o</sup> du 23 décembre dernier (reproduction du rapport de M. le ministre de l'instruction publique) un passage de ce document a été déformé. Il s'agit des premiers essais du mouvement de l'Empire, tandis que nous avions parlé

de la triangulation. Notre attention ayant été appelée aujourd'hui seulement sur cette erreur, nous nous empressons de la rectifier.

## NOUVELLES DE L'EXTÉRIEUR.

Les résultats de l'entrevue qui a eu lieu dimanche entre M. le président de la république française et les délégués de la droite sont tenus secrets, mais le bruit court à Paris que les explications échangées sont des plus satisfaisantes et qu'elles auront pour résultat le retrait de l'interpellation relative à la démission de M. de Bourgoing.

Pendant la même journée du 12 janvier, différentes fractions de la Chambre ont tenu des réunions, qui ont toutes été plus ou moins insignifiantes. Il n'y a que celle de la gauche modérée qui aurait décidé de se montrer dorénavant moins facile envers le ministère, et surtout envers MM. Dufrane et Goulard.

Enfin, pour ce qui est de la nomination définitive de M. de Corcelles près le Vatican, une dépêche de Rome prétend pouvoir indiquer les principaux points que ce diplomate aurait tenu à régler avant d'accepter définitivement son poste. Les voici: 1<sup>o</sup> Il ne serait fait aucune démarche pouvant déplaire au Vatican et rendre fautive la situation personnelle de M. de Corcelles; et 2<sup>o</sup> l'ambassadeur auprès du pape serait chargé de l'administration des biens des établissements pieux français existant à Rome, sans que le ministre de France auprès du roi d'Italie puisse s'en mêler.

En reproduisant avant-hier l'article de la *Kölnische Zeitung* sur les causes, la marche et l'issue de la crise ministérielle prussienne, nous disions qu'il provoquerait probablement de nouvelles explications, venant d'un autre côté. Nous ne nous étions pas trompés, car, dès le lendemain, des communications officielles exposaient la situation sous une autre face, c'est-à-dire au point de vue de l'action exercée par le ministre de l'intérieur, comte d'Eulenburg, sur la politique intérieure de la Prusse dans ces derniers temps. Quand nous disions « explications », il ne faudrait pas prendre ce terme au pied de la lettre, attendu que la communication dont il s'agit, à supposer qu'elle atténue la portée de l'article de la *Kölnische Zeitung*, ne pourrait contribuer qu'à rendre la question plus obscure encore. En voici d'ailleurs la traduction textuelle:

« Sur la base d'informations autorisées, — dit le correspondant officiel, — bien qu'elles ne proviennent point d'une source directement intéressée, je suis en mesure de déclarer que les assertions de la *Kölnische Zeitung* reposent sur une altération tendancieuse des faits, à un point de vue absolument partial, et sur un exposé complètement inexact du véritable état des choses. La communication dont il s'agit, telle que nous l'avons sous les yeux, ne peut émaner d'aucun des personnages qui ont joué un rôle prépondérant dans la récente crise ministérielle. La tendance équivoque de cette communication indique une sphère secondaire, dont les renseignements, pendant toute la durée de la crise, semblent avoir eu pour principal mobile de faire figurer dans les colonnes des journaux des calomnies absolues dépourvues de fondement et dictées évidemment par la malveillance personnelle, contre le comte d'Eulenburg. Jusqu'à présent ces menées n'avaient trouvé un écho empressé que

dans des organes de la presse étrangère ou dans des feuilles d'importance très secondaire. Aussi est-il à regretter qu'un journal aussi estimé et aussi répandu que l'est la *Kölnische Zeitung*, — bien qu'il fût certainement convaincu de la limpidité de la source d'où émanaient ces informations, — se soit prêté à la défense de pareilles tendances et à la propagation de renseignements qui, pour être présentés avec plus de prudence, n'en sont pas moins une altération malveillante des faits.

Comme on le voit, le correspondant officiel s'efforce beaucoup plus de constater ce qui n'est pas que de dire ce qui est; aussi la *Spensersche Zeitung*, qui reproduit ce démenti, renonce-t-elle à se prononcer sur ce que ces incriminations réciproques peuvent avoir de fondé ou d'injuste. Pour ce qui nous concerne, et en attendant des informations plus précises, nous avons cru devoir nous conformer à l'adage: *audiat et altera pars*. (Voir aux *Dernières nouvelles*.)

Les éloges que la presse libérale prussienne décerne au docteur Falk, ministre de l'instruction publique et des cultes, pour les trois (ou plutôt quatre) projets de loi politico-religieux dont nous avons communiqué hier les dispositions essentielles — deviennent de plus en plus chaleureux, et, d'après la *National-Zeitung*, l'impression que ces projets ont produite dans les cercles parlementaires est aussi éminemment favorable. Le grand parti des nationaux-libéraux y applaudit de tout cœur; les progressistes approuvent les bases des réformes projetées, et les conservateurs-libéraux, ainsi que les nouveaux-conservateurs, s'y rallient en général. L'opposition, au sein des Chambres, ne se formerait ainsi que des ultra-conservateurs et des ultramontains.

La *Kölnische Zeitung*, parlant de la récente « profession de foi » du comte de Moon à la Chambre des Députés, et incidemment des projets de loi politico-religieux, dit que le successeur du prince de Bismarck à la tête du cabinet prussien aurait pu se borner à dire: « Je suis le chef d'un ministère, dont M. le docteur Falk fait partie! »

Le manifeste de la ligue qui s'est formée à Madrid contre l'abolition de l'esclavage a, eu le 12 janvier sa contre-partie. Une démonstration imposante en faveur de la mesure a eu lieu ce jour-là dans la capitale de l'Espagne. Toute la population de la ville y assistait et l'ordre n'a été troublé nulle part. La manifestation a duré trois heures, et on a remarqué la présence de la *Tertulia* progressiste et de la société abolitionniste.

Il a beaucoup été question dans ces derniers temps de conflits qui auraient éclaté ou seraient sur le point de se produire entre le gouvernement japonais et la Corée. A Yokohama même, les journaux avaient parlé, au mois de septembre, d'une ambassade envoyée en Corée et pour laquelle on préparait plusieurs navires de guerre.

Notre correspondant de Yokohama, dont on a pu apprécier les informations, nous écrit maintenant, sous la date du 27 novembre, que cette dernière nouvelle était controuvée. Il s'agissait uniquement d'envoyer à Fou-san, — port de la Corée où les Japonais possèdent une agence de com-

## LETTRE DE PARIS. (1)

LECONTE DE LISLE. — LES ERYNNIES, A L'OEUVRE.

8 janvier 1873.  
Que faut-il pour faire un grand poète? Il faut d'abord un talent supérieur, cela va sans dire, un talent exprimé par des œuvres resplendissantes. Mais ce n'est point assez: le grand poète n'est tout à fait lui-même qu'à partir du jour où la foule l'a acclamé, et où l'on peut dire de lui:

C'est le maître, entouré de clameurs infinies.

Leconte de Lisle, né en 1820, avait eu la malice de publier ses premiers vers au moment où personne ne songeait à la poésie. Ses *Poèmes antiques*, dont la plupart avaient reçu l'hospitalité de la *Revue des Deux-Mondes*, ne firent pas grande sensation: quelques lettres, quelques incorrigibles amateurs de la muse, admirèrent l'œuvre nouvelle, — et ce fut tout.

Il y a des jours où l'atmosphère est lourde, et, pour ainsi dire, difficile à mettre en vibration. Dans cet air humide et stagnant, la voix se perd, les sons les plus aigus s'éteignent au bout de quelques pas, comme un obus qui s'enfoncerait dans un nouveau d'outre. Eh bien, il y a, dans la vie des nations, certaines périodes pendant lesquelles on dirait que la voix de la poésie ne porte pas, et qu'elle s'éteint sans rien faire vibrer au milieu de l'indifférence générale.

Fort heureusement, Leconte de Lisle ne s'adressait pas à la foule. Il ne tenait pas à l'approbation des cent mille lecteurs qui ont acclamé Victor Hugo, Lamartine et Alfred de Musset. Disons mieux, il ne croyait pas que cette approbation fut jamais lui être acquise, car il se disait à lui-même: « Je n'écris pas pour mes contemporains, je n'écris pas pour la

(1) L'abondance des matières a retardé la publication de cette lettre, que nous avions regretté samedi dernier.



merce, et où il y a près de cinquante négociants japonais, — un navire destiné à ramener chez eux quelques marchands coréens, à transporter une certaine quantité de marchandises, et à prendre à Fousan ceux des employés japonais qui désiraient retourner dans leur pays.

Les rapports entre les deux États sont un peu tendus, il est vrai, — ajoute notre correspondant, — mais les affaires commerciales se poursuivent sans interruption. Il paraît que le gouvernement coréen, sans tenir compte des grands changements qui se sont opérés au Japon dans ces derniers temps, persiste à exiger le maintien d'un usage établi sous les taïkous, et en vertu duquel, pour toutes les relations commerciales avec le Japon, il n'avait affaire qu'au prince Tsousima, dont le sceau devait être apposé aux papiers de bord de tous les navires se rendant en Corée. Il insiste tellement sur ce point, que pour ne pas courir les chances d'une rupture, le gouvernement japonais est obligé de continuer à apposer le sceau du prince Tsousima, qui n'a plus aujourd'hui aucune valeur, l'autonomie des daimios et le système féodal ayant été abolis au Japon, comme on sait. Aujourd'hui toute correspondance a cessé entre les deux États, et les questions soulevées sont débattues à grand-peine de vive voix par les employés japonais de l'agence de Fousan.

On considère comme difficile que les rapports du Japon avec la Corée s'améliorent, tant que le gouvernement de ce dernier pays restera concentré comme aujourd'hui entre les mains du père du roi, connu sous le nom de Taï-in-koun (grand souverain), chef du parti militaire, qui a la prépondérance sur la classe bourgeoise depuis l'expédition des Français en Corée. Il paraît assez exact que ce qui a donné lieu aux malentendus actuels, c'est certaines exigences que le Japon a fait valoir à l'époque où le gouvernement du mikado s'y est définitivement consolidé, et qui tendraient à placer la Corée dans des rapports de vassalité à l'égard du souverain du Japon. L'indignation que ces prétentions ont provoquée en Corée n'a pas tardé à prendre pied sur un sol déjà préparé par des griefs précédents et dont le principal portait sur l'abstention complète que le gouvernement japonais a observée à l'époque où la Corée a été attaquée par les étrangers.

Rien cependant ne faisait croire à l'immence d'une rupture entre les deux États. Le gouvernement japonais ne saurait vouloir se mettre sur les bras les charges d'une guerre; au contraire, il semble animé d'idées conciliantes, propres à amener un rapprochement. C'est ainsi que, la Corée étant en proie à la disette, le gouvernement de Yeddo lui a proposé, par l'entremise d'un fonctionnaire spécialement envoyé à cet effet, de lui fournir du riz, dont la récolte a été très-abondante cette année au Japon.

Notre correspondant nous parle encore d'une députation du roi des lies Lieou-Kieou (les Japonais disent *Rin-Kiu*), arrivée dernièrement à Yeddo pour solliciter la protection du gouvernement du mikado à l'occasion du massacre de l'équipage d'une jonque que la tempête avait jetée sur la rive sud-est de l'île de Formose.

Cette députation, à la tête de laquelle se trouve un des parents du roi des lies Lieou-Kieou, a été très-gracieusement reçue à la cour du mikado et le gouvernement japonais a pris une part active à l'affaire qu'elle était chargée de négocier. Il s'est immédiatement adressé au gouvernement de Pékin pour lui demander de châtier les meurtriers, l'île de Formose étant en partie occupée par les Chinois. Il paraît que cette intercession n'a pas été favorablement reçue par le gouvernement chinois, qui a refusé de reconnaître au Japon le droit de s'immiscer en faveur des habitants des lies Lieou-Kieou, sur lesquelles on revendique à Pékin des droits de suzeraineté.

Cette tournure défavorable de l'affaire a porté le gouvernement du mikado à promulguer un décret déclarant l'archipel Lieou-Kieou partie intégrante du Japon et conférant au souverain de ces lies, qui se qualifiait jusqu'ici de « prince indépendant », le titre de « comte », à l'instar des autres daimios japonais, que les réformes radicales de l'année passée ont privés de leurs apanages.

Les lies de Lieou-Kieou ont été conquises au XVII<sup>e</sup> siècle par le prince Satsouma, qui en a été depuis lors le maître et suzerain, du consentement des taïkous. Cet état de choses a duré jusqu'à la restauration de l'autorité du mikado, où le gouvernement central est entré dans la jouissance des droits qui avaient été exercés jusqu'à lui par les princes apanagés, et parmi eux le prince Satsouma.

Notre correspondant rappelle que bien avant le XVII<sup>e</sup> siècle ce petit État s'était trouvé en contact avec la Chine, à laquelle il a emprunté sa civilisation et avec laquelle il s'est mis en rapports de commerce. Pour s'assurer les bonnes dispositions de son puissant voisin, le roi des lies Lieou-Kieou envoyait des présents à l'empereur de Chine, qui les acceptait comme un tribut ou comme un témoignage de vassalité.

Quant à l'île de Formose, elle est habitée dans sa partie sud-est par une peuplade de race malaise, complètement indépendante de la Chine, laquelle n'entretient des employés que dans quelques points de la partie occidentale de l'île. Cette peuplade sauvage est connue pour ses cruautés à l'égard des naufragés que la tempête amène ou jette sur les rivages de l'île. Il y a environ six ans, elle a égorgé l'équipage d'un navire anglais et le navire de guerre que les États-Unis ont envoyé pour punir les brigands n'est parvenu à aucun résultat, les indigènes s'étant réfugiés dans des retraites inaccessibles. Il paraît que le Japon a aussi quelques prétentions à la possession de Formose. Cette île est riche et fertile. Une chaîne de montagnes la coupe du nord au sud en deux parties, dont la plus productive est celle du nord-ouest, où les Chinois ont de beaux établissements.

## DEPÊCHES TELEGRAPHIQUES

### AGENCE INTERNATIONALE

Washington, mercredi 15 janvier.

M. Boutwell a résolu de laisser intacte une réserve de 44 millions de dollars. La commission des affaires étrangères du Sénat propose de consacrer les ressources nécessaires à une vaste exhibition des produits américains à l'exposition universelle de Vienne.

Malgré la grève d'un grand nombre d'ouvriers le produit des mines de pétrole dans le courant de novembre a été de 23,275 barils.

### Autre dépêche.

Bruxelles, mercredi 15 janvier, au soir.

L'assemblée des actionnaires de la banque de l'Union a eu lieu aujourd'hui. — 798 actions étaient représentées. On espère obtenir un surplus définitif et liquider l'année. Les versements opérés jusqu'ici montent à 4 millions. Les commissaires des surpluses croient que la somme à couvrir est de 20 millions. Les nouvelles concernant les créances de la banque en Amérique sont mauvaises. Une nouvelle assemblée générale sera convoquée pour le 30 janvier.

## Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

### Allemagne.

Le chancelier de l'empire, en sa qualité de chef de l'administration de l'Alsace-Lorraine, vient de soumettre au conseil fédéral un projet de loi concernant les conseils d'arrondissement et les conseils généraux en Alsace-Lorraine (d'après les expressions allemandes, les « assemblées de district » et les « assemblées de cercle »), ainsi que le mode d'élection des conseils municipaux dans le Reichsland. D'après ce projet, il y aura dans chaque district une assemblée de district (*Bezirksrat*) et dans chaque cercle une assemblée de cercle (*Kreisrat*), constituées sur les mêmes bases que les anciens conseils d'arrondissement et conseils généraux. Ces assemblées seront convoquées pour la première fois dans le courant de l'année 1873. Dans les « cercles urbains » de Strasbourg et de Metz, ce seront les conseils municipaux qui fonctionneront à titre d'assemblées de cercle. Les membres de toutes les assemblées seront élus à nouveau. Électeur tout citoyen allemand âgé de 25 ans révolus et jouissant de tous ses droits civils. Tout citoyen est électeur dans la commune où il est fixé son domicile. Tout Allemand non ressortissant de l'Alsace-Lorraine, mais ayant son domicile fixe dans le Reichsland, est éligible. Les militaires sous les drapeaux et les Alsaciens-Lorrains qui ont opté pour la nationalité française sans émigrer en France sont exclus du droit électoral. Les dispositions du projet,

tant pour le droit d'élection que pour le droit d'éligibilité, s'appliquent aussi aux élections municipales.

Les journaux de Berlin paraissent n'attacher qu'une importance médiocre, — et purement historique, — à la lettre du comte de Beust au duc de Gramont et à la publication de la note adressée le 11 juillet 1870 au prince de Metternich par le chancelier austro-hongrois. La *Norddeutsche Zeitung* se borne à signaler ces documents et déclare que « fautes d'espace » elle ne les reproduit pas in extenso (ce que fait la *Kelmsche Zeitung* par contre). La *National-Zeitung* ne les insère pas non plus et se contente de partager l'étonnement de la *Deutsche Zeitung* (de Vienne), de ce que la note de M. de Beust au prince de Metternich n'ait pas fait partie des documents insérés au *Livre Rouge* autrichien de 1870. — ce qui eût levé bien des doutes et rendu superflues les « révélations » de M. de Gramont.

La *Norddeutsche Zeitung* proteste, sur le ton de la satire, contre un passage d'une correspondance de Berlin que publie la *Voe della Verità*. Il est dit dans cette correspondance que les évènements allemands se réunissent de nouveau le 15 avril à Fulda, et dans le nombre « l'éminent évêque de Berlin » (*Vegregio vescovo di Berlino*). La *Norddeutsche Zeitung* croit qu'il s'agit d'un léger lapsus géographique — Berlin au lieu d'Agathopolis, car c'est de M<sup>rs</sup> Namszanowski que le correspondant de la feuille pontificale entendait parler.

Prusse. — Le *Staatsanzeiger* du 13 janvier publie le résultat officiel de l'enquête ouverte par le tribunal de Berlin sur les causes et les conséquences de la catastrophe de la Schloßfreihof, le 7 septembre de l'année dernière. L'enquête a démontré que la catastrophe a été la suite d'un concours de circonstances des plus malheureux, sans que la faute en soit imputable ni à la police, ni à des personnes tierces. Les mesures de prévoyance les plus complètes et les plus minutieuses avaient été prises pour parer à tout accident, mais l'affluence de la foule était telle qu'il se produisit dans la multitude de véritables vagues dont le choc irrésistible renversa tout sur son passage et que nulle force humaine ne pouvait empêcher. Les conséquences de la catastrophe, officiellement constatées, ont été : sept personnes tuées sur le coup ou mortellement atteintes, et vingt plus ou moins grièvement blessées, dont quatre ont succombé plus tard.

Les causes du malheur n'étant imputables à personne, ni collectivement ni en particulier, le tribunal de Berlin a rendu un arrêt de non-lieu quant à des poursuites à intentar, soit à la direction de police, soit à des personnes tierces.

Les funérailles de M. Seydel, ancien bourgmestre de Berlin, ont eu lieu le 12 novembre. Toutes les autorités municipales, entre autres M. Hobeck, premier bourgmestre de la capitale, M. Duncker, bourgmestre, M. Kochmann, président de l'assemblée municipale, ont pris part au cortège funèbre, dans les rangs duquel se trouvaient aussi un grand nombre de hauts fonctionnaires civils. Le clergé était représenté par les pasteurs Sydow et Lisco, l'université par le professeur Geisler. M. de Sydow était l'ami du défunt et c'est lui qui aurait dû prononcer l'oraison funèbre, mais, comme on sait, il vient d'être suspendu de toutes ses fonctions pastorales par le consistoire évangélique de la province de Brandebourg. Dans ces circonstances, c'est au pasteur Lisco, collègue et ami du pasteur Sydow, qu'est échu le devoir d'exprimer les sentiments de toute l'assistance réunie autour du cercueil du défunt. Il l'a fait en termes émus et chaleureux, non sans s'excuser de se voir forcé « par des circonstances douloureuses » de prendre la parole au lieu de « l'ami de la maison », M. de Sydow. Cet incident a vivement impressionné les assistants.

Une scène navrante a eu lieu au cimetière. M<sup>rs</sup> Seydel, la veuve du défunt, est tombée sans connaissance au bord de la fosse où la dépouille mortelle de son mari venait d'être descendue, — et au bord de laquelle pleuraient les neuf enfants dont elle reste seule chargée d'assurer l'avenir.

### (National-Zeitung.)

Il y a maintenant en Prusse 50 maisons-mères de diaconesses protestantes, avec 2,700 sœurs. Dans le courant des quatre dernières années, le nombre des diaconesses s'est augmenté de 600.

Hesse. — S. A. I. la princesse héritière d'Allemagne, venant de Wiesbaden, a fait une visite à la cour de Darmstadt le 13 janvier.

La Chambre des Députés hessoise est convoquée pour le 20 de ce mois.

WURTEMBERG. — Dans la séance du 11 janvier de la Chambre des Députés wurtembergeoise, l'assemblée a voté par 51 voix contre 33, après deux jours de discussion et conformément aux conclusions de la commission, la loi portant introduction en Wurtemberg de la loi de l'empire sur le domicile donnant droit à l'assistance publique (*Unterstützungsbewohnsitz*).

Alfred de Vigny avait traduit *Othello*, *Barbarie* *La mort de César*, *Deschamps* *Roméo et Juliette*, etc., mais personne jusqu'ici n'avait rendu avec une telle richesse et une telle puissance l'impression de l'original. Bien plus, aucun drame en vers, dans notre siècle, si l'on excepte les œuvres de V. Hugo et de Musset, ne peut être comparé à l'œuvre de Leconte de Lisle pour la grandeur des images. Le poète a su conserver, dans cette demi-traduction, toutes les qualités d'une œuvre de premier jet.

En voilà assez pour sa gloire. Dans le cours de cette semaine, tous les retardataires vont se mettre au courant de l'œuvre du poète. On s'ouvrira de n'avoir pas vu plus tôt les merveilleuses richesses de sa poésie, et probablement on le placera à côté et un peu au-dessus d'Alfred de Vigny. Peut-être dans huit jours sera-t-il académicien, et ce ne sera que justice.

Que dire de l'interprétation? M<sup>rs</sup> Marie Laurent serait déplacée au Théâtre-Français; elle manque parfois de noblesse et elle dépasse presque toujours la juste mesure qui conviendrait même dans une tragédie « barbare » comme l'est celle-ci. Mais elle est douée d'une incroyable énergie d'expression; et quand on pense que c'est elle qui, ces jours derniers, jouait encore, dans *Les Chevaliers du Brouillard*, le

châleiment lettré ne peut pas se renouveler. Aussi, le lendemain, quand nous sommes retourné à l'Odéon, — car une œuvre pareille mérite bien d'être entendue deux fois, — nous avons constaté sans étonnement que, si la salle était comble, du moins il devait y avoir eu des billets pour tout le monde. Un sujet antique, des mots propres ramenés à la forme grecque primitive, une interprétation inférieure à ce qu'elle aurait pu être au Théâtre-Français, quelle joie de raisons qu'il n'en faut pour que la grande foule ne se porte pas à l'Odéon. Mais, qu'il arrive, la tragédie de Leconte de Lisle est un événement.

Alfred de Vigny avait traduit *Othello*, *Barbarie* *La mort de César*, *Deschamps* *Roméo et Juliette*, etc., mais personne jusqu'ici n'avait rendu avec une telle richesse et une telle puissance l'impression de l'original. Bien plus, aucun drame en vers, dans notre siècle, si l'on excepte les œuvres de V. Hugo et de Musset, ne peut être comparé à l'œuvre de Leconte de Lisle pour la grandeur des images. Le poète a su conserver, dans cette demi-traduction, toutes les qualités d'une œuvre de premier jet.

En voilà assez pour sa gloire. Dans le cours de cette semaine, tous les retardataires vont se mettre au courant de l'œuvre du poète. On s'ouvrira de n'avoir pas vu plus tôt les merveilleuses richesses de sa poésie, et probablement on le placera à côté et un peu au-dessus d'Alfred de Vigny. Peut-être dans huit jours sera-t-il académicien, et ce ne sera que justice.

Que dire de l'interprétation? M<sup>rs</sup> Marie Laurent serait déplacée au Théâtre-Français; elle manque parfois de noblesse et elle dépasse presque toujours la juste mesure qui conviendrait même dans une tragédie « barbare » comme l'est celle-ci. Mais elle est douée d'une incroyable énergie d'expression; et quand on pense que c'est elle qui, ces jours derniers, jouait encore, dans *Les Chevaliers du Brouillard*, le

châleiment lettré ne peut pas se renouveler. Aussi, le lendemain, quand nous sommes retourné à l'Odéon, — car une œuvre pareille mérite bien d'être entendue deux fois, — nous avons constaté sans étonnement que, si la salle était comble, du moins il devait y avoir eu des billets pour tout le monde. Un sujet antique, des mots propres ramenés à la forme grecque primitive, une interprétation inférieure à ce qu'elle aurait pu être au Théâtre-Français, quelle joie de raisons qu'il n'en faut pour que la grande foule ne se porte pas à l'Odéon. Mais, qu'il arrive, la tragédie de Leconte de Lisle est un événement.

Alfred de Vigny avait traduit *Othello*, *Barbarie* *La mort de César*, *Deschamps* *Roméo et Juliette*, etc., mais personne jusqu'ici n'avait rendu avec une telle richesse et une telle puissance l'impression de l'original. Bien plus, aucun drame en vers, dans notre siècle, si l'on excepte les œuvres de V. Hugo et de Musset, ne peut être comparé à l'œuvre de Leconte de Lisle pour la grandeur des images. Le poète a su conserver, dans cette demi-traduction, toutes les qualités d'une œuvre de premier jet.

En voilà assez pour sa gloire. Dans le cours de cette semaine, tous les retardataires vont se mettre au courant de l'œuvre du poète. On s'ouvrira de n'avoir pas vu plus tôt les merveilleuses richesses de sa poésie, et probablement on le placera à côté et un peu au-dessus d'Alfred de Vigny. Peut-être dans huit jours sera-t-il académicien, et ce ne sera que justice.

Que dire de l'interprétation? M<sup>rs</sup> Marie Laurent serait déplacée au Théâtre-Français; elle manque parfois de noblesse et elle dépasse presque toujours la juste mesure qui conviendrait même dans une tragédie « barbare » comme l'est celle-ci. Mais elle est douée d'une incroyable énergie d'expression; et quand on pense que c'est elle qui, ces jours derniers, jouait encore, dans *Les Chevaliers du Brouillard*, le

châleiment lettré ne peut pas se renouveler. Aussi, le lendemain, quand nous sommes retourné à l'Odéon, — car une œuvre pareille mérite bien d'être entendue deux fois, — nous avons constaté sans étonnement que, si la salle était comble, du moins il devait y avoir eu des billets pour tout le monde. Un sujet antique, des mots propres ramenés à la forme grecque primitive, une interprétation inférieure à ce qu'elle aurait pu être au Théâtre-Français, quelle joie de raisons qu'il n'en faut pour que la grande foule ne se porte pas à l'Odéon. Mais, qu'il arrive, la tragédie de Leconte de Lisle est un événement.

Alfred de Vigny avait traduit *Othello*, *Barbarie* *La mort de César*, *Deschamps* *Roméo et Juliette*, etc., mais personne jusqu'ici n'avait rendu avec une telle richesse et une telle puissance l'impression de l'original. Bien plus, aucun drame en vers, dans notre siècle, si l'on excepte les œuvres de V. Hugo et de Musset, ne peut être comparé à l'œuvre de Leconte de Lisle pour la grandeur des images. Le poète a su conserver, dans cette demi-traduction, toutes les qualités d'une œuvre de premier jet.

En voilà assez pour sa gloire. Dans le cours de cette semaine, tous les retardataires vont se mettre au courant de l'œuvre du poète. On s'ouvrira de n'avoir pas vu plus tôt les merveilleuses richesses de sa poésie, et probablement on le placera à côté et un peu au-dessus d'Alfred de Vigny. Peut-être dans huit jours sera-t-il académicien, et ce ne sera que justice.

Que dire de l'interprétation? M<sup>rs</sup> Marie Laurent serait déplacée au Théâtre-Français; elle manque parfois de noblesse et elle dépasse presque toujours la juste mesure qui conviendrait même dans une tragédie « barbare » comme l'est celle-ci. Mais elle est douée d'une incroyable énergie d'expression; et quand on pense que c'est elle qui, ces jours derniers, jouait encore, dans *Les Chevaliers du Brouillard*, le

châleiment lettré ne peut pas se renouveler. Aussi, le lendemain, quand nous sommes retourné à l'Odéon, — car une œuvre pareille mérite bien d'être entendue deux fois, — nous avons constaté sans étonnement que, si la salle était comble, du moins il devait y avoir eu des billets pour tout le monde. Un sujet antique, des mots propres ramenés à la forme grecque primitive, une interprétation inférieure à ce qu'elle aurait pu être au Théâtre-Français, quelle joie de raisons qu'il n'en faut pour que la grande foule ne se porte pas à l'Odéon. Mais, qu'il arrive, la tragédie de Leconte de Lisle est un événement.

Alfred de Vigny avait traduit *Othello*, *Barbarie* *La mort de César*, *Deschamps* *Roméo et Juliette*, etc., mais personne jusqu'ici n'avait rendu avec une telle richesse et une telle puissance l'impression de l'original. Bien plus, aucun drame en vers, dans notre siècle, si l'on excepte les œuvres de V. Hugo et de Musset, ne peut être comparé à l'œuvre de Leconte de Lisle pour la grandeur des images. Le poète a su conserver, dans cette demi-traduction, toutes les qualités d'une œuvre de premier jet.

En voilà assez pour sa gloire. Dans le cours de cette semaine, tous les retardataires vont se mettre au courant de l'œuvre du poète. On s'ouvrira de n'avoir pas vu plus tôt les merveilleuses richesses de sa poésie, et probablement on le placera à côté et un peu au-dessus d'Alfred de Vigny. Peut-être dans huit jours sera-t-il académicien, et ce ne sera que justice.

Que dire de l'interprétation? M<sup>rs</sup> Marie Laurent serait déplacée au Théâtre-Français; elle manque parfois de noblesse et elle dépasse presque toujours la juste mesure qui conviendrait même dans une tragédie « barbare » comme l'est celle-ci. Mais elle est douée d'une incroyable énergie d'expression; et quand on pense que c'est elle qui, ces jours derniers, jouait encore, dans *Les Chevaliers du Brouillard*, le

### France.

On écrit de Versailles, le 12 janvier, à l'Agence Havas :

« M. Thiers a reçu ce matin à dix heures les députés de la droite. L'entrevue a duré jusqu'à midi et demi. M. Thiers s'est attaché à démontrer que sa politique, à l'égard des affaires d'Italie, était toujours la même.

« Les députés rendront compte demain à leurs collègues des explications de M. Thiers, que la plupart d'entre eux, dit-on, considèrent comme satisfaisantes. Mais on assure aussi que d'autres auraient jugé qu'une seconde entrevue était nécessaire et proposeraient demain d'ajourner à mercredi la fixation du jour de l'interpellation.

« On lit dans le *Soir*, sur le même sujet : « La députation, se composant de MM. de Mérode, Léon de Guiraud, Baragnon, de Belcastel, de Chesnelong et M<sup>rs</sup> Dupanloup, était conduite par ce dernier.

« Les membres de la députation sont restés en séance avec M. Thiers pendant plus de deux heures et demi.

« Les débats ont été très animés de part et d'autre; tous les membres de la députation ont successivement, et à plusieurs reprises, pris la parole; mais cette longue discussion a fini plus calme qu'elle n'avait commencé.

« On nous assure, et nous croyons que la source de nos renseignements nous permet de dire et d'affirmer que les interpellations seront retirées, non pas demain lundi, mais dans trois ou quatre jours, une nouvelle entrevue ayant été jugée nécessaire par certains interpellateurs pour voir à fond la question.

« Mais, retirées dans quatre jours au lieu de demain, on peut dire de ces fameuses interpellations : beaucoup de bruit pour rien.

« La commission des Trente aura donc demain une réunion générale, et mardi, suivant toute apparence, une deuxième réunion, à laquelle assisteront M. le président de la république et M. le ministre de la justice.

« L'accord se fera-t-il? Si l'on n'avait que des soldats dans l'armée de la majorité, ce serait chose certaine; mais il y a des chefs, et surtout des chefs qui ont reçu de Frohsdorf un mandat impératif de rien organiser, et ces mandats-là sont difficiles, paraît-il, quand ils viennent de haut.

« Nous pouvons affirmer que M. le président de la république a tenu haut et ferme, à la réunion de ce jour, le drapeau du gouvernement de la république conservatrice, qui sait respecter les regards du saint-siège et qui veut entretenir de bonnes relations avec l'Italie.

« Nos renseignements nous permettent aussi de dire qu'avec la commission des Trente le président n'abandonnera rien du terrain du message dans le fond et pour les principes.

« On lit dans le *Siecle* : « Le président de la république a eu, le 11, une conférence avec le ministre de l'intérieur et le préfet de police.

« On croit que cet entretien était relatif aux mesures à prendre en vue des manifestations que le parti bonapartiste pourrait chercher à organiser sous prétexte de cérémonie religieuse.

« Nous croyons savoir que le gouvernement ne mettra aucun obstacle à la célébration des offices, mais que s'ils dégénèrent en manifestations politiques, une interdiction absolue sera prononcée.

« Le *Courrier de France*, dans son numéro du 11, publie les lignes suivantes : « Nous apprenons avec plaisir que M. le président de la république a fait signaler à M. le ministre de l'intérieur les articles insultants publiés par quelques feuilles radicales sur la mort de Napoléon III.

« Si la nouvelle est vraie, ajoute le *Constitutionnel*, et nous croyons qu'elle l'est, M. Thiers mérite l'approbation de tous ceux qui ont le sentiment des convenances, et nous applaudissons, pour notre compte, à cette preuve de tact et de goût.

« Le correspondant parisien du *Courrier de Bruxelles* lui adresse les informations suivantes, par rapport au procès du maréchal Bazaine : « Vous ignorez pas que l'affaire Bazaine est enfin sortie de la longue phase qu'elle vient de traverser. Les interrogatoires sont terminés; plusieurs centaines de témoins ont comparu, beaucoup ont été entendus très longuement et à diverses reprises. En dernier lieu, un de vos compatriotes a joué, sans s'en douter peut-être, un rôle assez important dans l'information. Un des principaux moyens de défense du maréchal Bazaine, accusé de n'être pas venu à temps au secours du maréchal Mac-Mahon, par une vigoureuse sortie combinée avec les opérations de celui-ci, est de dire qu'il n'avait pas reçu la dernière dépêche de Mac-Mahon du 23, lui annonçant sa marche en avant vers Metz, et que, à partir de ce moment, il lui avait été impossible de communiquer avec le dehors et par conséquent de se concerter avec le commandant en chef de l'autre armée.

« Or, le 26 ou le 27 je ne suis pas sûr de la date à un jour près, mais je tiens la fait d'un témoin, un jésuite belge, le P. Boettmann, voyageant en chemin de fer, raconta à ses compa-

gnons de route qu'il revenait de Metz, où il avait vu le maréchal Bazaine, lequel lui avait remis une lettre sous double enveloppe à l'adresse d'une amie de sa femme, demeurant à Paris, pour la faire parvenir à celle-ci. Deux des témoins auriculaires de cette conversation, dont les noms se sont trouvés connus par l'enquête, ont été interrogés à ce sujet et ont rapporté les paroles très graves du P. Boettmann, qui prouvent que Bazaine, à cette date, avait encore ses communications libres.

« Le *Journal officiel* publie la note suivante : « On s'occupe depuis quelque temps de la situation du Théâtre-Italien, et les allégations du directeur pourraient faire croire au public et aux abonnés que s'il se voit dans la nécessité de suspendre ses paiements et de fermer le théâtre, la faute en est à l'administration des beaux-arts, qui n'a pas voulu lui accorder les secours de la subvention.

« Quelque regrettable que soit pour l'art et pour les artistes la fermeture momentanée du Théâtre-Italien, l'administration des beaux-arts accepte la responsabilité tout entière de résolutions qu'elle n'a prises qu'après l'enquête la plus sérieuse, la plus impartiale, et en s'appuyant sur les consultations écrites de son conseil judiciaire.

« Un deuil de dix jours a été ordonné à la cour d'Angleterre à l'occasion de la mort de Napoléon III. Il durera du 14 au 24 janvier.

« Le roi d'Italie a envoyé un télégramme de condoléance à l'impératrice Eugénie.

« Le *Figaro* reçoit la correspondance suivante, datée de Londres, 11 janvier : « Le prince Napoléon est arrivé à Londres ce matin à huit heures avec la princesse Clotilde et son aide de camp, M. le capitaine de frégate Rabon. Le prince paraissait vivement ému; il a beaucoup maigri depuis deux ans, et sa ressemblance avec Napoléon I<sup>er</sup> est plus frappante que jamais. La princesse Clotilde était brisée de ce voyage rapide de quarante-huit heures en chemin de fer, sans autre arrêt que douze minutes à Cologne. La bonne et sympathique fille de Victor-Emmanuel n'a pas moins prié avec son mari le train de Chislehurst à neuf heures, et l'impératrice a reçu à dix heures un quart le prince et la princesse.

« La veuve de Napoléon III avait envoyé chercher le prince impérial, qui couche hors de Camden-House, chez M. le comte Clary. Il habite là, depuis trois jours, avec M. Filon, son précepteur, et le jeune Comteau. L'entrevue de l'impératrice et du prince Napoléon a été cordiale, affectueuse même, car les nuages qui s'étaient élevés entre eux ont disparu depuis le dernier voyage du prince Napoléon à Londres. Le prince Napoléon a embrassé l'impératrice Eugénie.

« Quelques instants après, le prince Napoléon s'est réuni avec MM. Rother, duc de Bassano, de la Valette et Flcury, et il est résulté de leur entretien que Napoléon III serait exposé mardi, à Camden-House, dans la grande galerie du rez-de-chaussée. Les obsèques auront lieu mercredi, à dix heures du matin, à l'église de Sainte-Marie de Chislehurst.

« Au moment où ces messieurs venaient de prendre cette décision, on a annoncé à l'impératrice la visite du prince de Galles. Son Altesse Royale avait fait remettre, l'avant-veille, la fête donnée par M. de Rothschild, et le lendemain, elle n'avait fait qu'une courte apparition à cette fête.

« Le prince de Galles était profondément ému, il ne le cachait pas, et son entrevue avec l'impératrice a été véritablement touchante. Plein de respect pour la veuve de l'empereur, l'héritier de la couronne d'Angleterre s'est montré affectueux pour le prince impérial. Celui-ci a voulu le reconduire jusqu'à sa voiture, et il a passé ainsi au milieu des quinze à vingt personnes qui se trouvaient dans la galerie.

« J'ai donc pu le voir de près, et tel qu'il désirait qu'on le vît, c'est-à-dire absolument maître de sa douleur, et ferme dans la résolution qu'il exprimait avant-hier en disant au docteur Thompson : Ne me cachez rien de la mort de mon père; je veux être un homme et tout savoir. Le prince n'a pas quitté l'uniforme des élèves de Woolwich.

« Les trains du matin et de une heure et demi ont amené à Camden-house de nombreux amis des exilés.

« Toutes ces personnes ont été reçues par l'impératrice, et c'est pendant ces réceptions, qui avaient lieu au premier étage dans l'appartement particulier de la veuve de Napoléon III, que MM. Davillier, Piétri et Clary, aidés de la sœur qui veille dans la chambre mortuaire, revêtaient Napoléon III du costume avec lequel il doit être exposé.

« Le corps de l'empereur défunt reposait toujours sur le petit lit de fer où avait eu lieu l'antéposé, petit lit qui est voisin de celui où Napoléon a vécu de si longues heures de souffrance; au pied de ce lit se trouve un guerrier sur lequel on voit un petit crucifix de bois noir, un vase de faïence rempli d'eau bénite

et un seul cierge dans un candélabre d'argent. Les chairs du visage sont affaissées depuis l'antéposé, et il semble qu'elles reflètent, plus qu'assouplies après la mort, un vif sentiment de souffrance. Quelques violettes sont éparpillées et là sur la poitrine du défunt.

« Ces messieurs, dont je viens de parler, ont habillé Napoléon III en petite tenue de campagne. Après le linge, il lui ont passé son uniforme de général de division et le grand-cordon de la Légion d'honneur.

« Un détail de l'antéposé de Napoléon III : Le cerveau de l'empereur a été reconnu plus lourd que celui de Napoléon I<sup>er</sup>, déjà très lourd. (Paris-Journal.)

### Italie.

#### CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Séance du 10 janvier. (Extrait.)

M. le président annonce au président du conseil que l'honorable Massari désire l'interpellation au sujet d'un télégramme arrivé ce matin de Londres.

M. LANZA, président du conseil. Je suis aux ordres de la Chambre.

M. MASSARI voudrait savoir si le télégramme qui annonce la mort de Napoléon III a un caractère authentique.

Si cette triste nouvelle est exacte, il croit devoir exprimer, en son nom et au nom de ses amis, les plus vifs regrets pour la mort d'un homme qui a tant contribué au triomphe de l'indépendance italienne. (Bien! — Bravo!)

M. LANZA, président du conseil. Le gouvernement n'a reçu aucun télégramme officiel annonçant la mort de l'empereur des Français. Il croit toutefois que cette nouvelle doit être regardée comme vraie.

Du reste, dit M. le ministre, je m'associe pleinement à l'honorable Massari, pour déplore une perte qui sera sentie par l'Italie entière. Le pays n'oublie pas les grands services qu'a rendus



« soit contraire à la tranquillité publique et de n'entretenir aucun rapport suspect, soit au dehors, soit au dedans du territoire du grand-duché, et si j'apprends qu'il se trame quelque chose au préjudice de l'Etat, de ne rien omettre pour écarter un pareil danger. »

« Art. 2. Le traitement de l'évêque est fixé à... »

« Art. 3. Le siège épiscopal ne peut être occupé que par un Luxembourgeois. »

« La nomination d'un évêque n'aura d'effet vis-à-vis de l'autorité civile qu'après qu'elle aura été agréée par le souverain. »

## Suisse.

Le nonce apostolique en Suisse vient d'adresser au gouvernement fédéral la protestation suivante contre certains actes du gouvernement cantonal de Genève. Cette protestation — ainsi que nous l'avons déjà dit — dément implicitement la nouvelle, qui avait été donnée par un télégramme de Rome, du rappel de M<sup>r</sup> Agnozzi avec le personnel de la nonciature.

Berne, 23 décembre 1872.

A LL. EE. M. le président de la Confédération et MM. les membres du haut Conseil fédéral à Berne.

Le soussigné, chargé d'affaires du Saint-Siège apostolique près la Confédération suisse, ayant envoyé le 10 août de l'année courante aux hautes autorités fédérales une protestation au nom du saint-père contre la loi genevoise du 3 février et le décret du 29 juin sur les communautés religieuses, s'attendait à voir que le haut Conseil fédéral aurait été mis en état par le gouvernement de Genève de lui donner une réponse satisfaisante.

Par contre, le soussigné, jusqu'à ce jour, au lieu d'avoir une réponse quelconque, a eu le regret de voir les droits des catholiques du canton de Genève violés et menacés toujours plus par les arrêtés du 20 septembre portés contre l'évêque auxiliaire, le vicaire général et le curé de Genève, et par la proclamation du 22 octobre, annonçant des projets de loi attentatoires à la Constitution et aux droits de l'Eglise sur le serment et la nomination des curés.

Devant cette regrettable situation le soussigné est obligé d'adresser aux hautes autorités fédérales une nouvelle protestation, au nom du Saint-Siège, contre ces actes et contre ces projets, qui sont en même temps atteints manifestes aux dispositions formelles du bref de 1819, aux garanties promises solennellement au Saint-Siège et enregistrées dans l'acte d'acceptation du gouvernement de Genève du 1<sup>er</sup> novembre de la même année et aux articles des Constitutions fédérales et cantonales en faveur de la liberté de la religion catholique en Suisse et spécialement à Genève.

Le soussigné, en réservant de nouveau au Saint-Siège les mesures à prendre pour sauvegarder efficacement les intérêts des catholiques de Genève, prie le haut Conseil fédéral de vouloir donner connaissance de cette protestation aux autorités cantonales genevoises, en leur rappelant la première note qu'il a déjà envoyée le 10 août dernier.

Le soussigné saisit, etc. AGNOZZI.

Le Journal de Genève accompagne ce document des réflexions suivantes :

La première réflexion, qui suggère la lecture de cette lettre, c'est que le chargé d'affaires du Saint-Siège évite avec le plus grand soin de répondre sur le fait à propos duquel il a été interrogé.

Invité à s'expliquer sur les motifs qui ont porté le Saint-Siège à s'écarter, sans avertissement ni autorisation préalable, de l'organisation ecclésiastique créée en 1819, M<sup>r</sup> Agnozzi ne juge pas à propos de donner à cet égard le moindre éclaircissement. En revanche, il renouvelle une protestation déjà formulée contre les actes du gouvernement de Genève et contre l'interprétation donnée par le Grand Conseil à l'article 14 de la Constitution.

Il semble cependant que le rôle d'un envoyé diplomatique devrait être de renseigner le gouvernement auprès duquel il est accrédité sur les intentions du gouvernement qu'il représente, et non d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Etat, en s'attribuant le droit de censurer sur les lois et le droit d'interpréter les Constitutions.

Ce genre d'initiative peut être admis à la rigueur dans les pays où les chartes sont octroyées par le pouvoir politique, mais il constitue un véritable non-sens dans les pays à base démocratique, c'est-à-dire dans lesquels c'est le peuple qui se charge de se donner à lui-même sa Constitution. Ici, l'Etat, c'est-à-dire le peuple, ne saurait, sans compromettre son indépendance, reconnaître à une autorité étrangère le droit de limiter sa souveraineté, en lui indiquant dans quel sens et jusqu'où il peut légitimement se communiquer semblables à celle que M<sup>r</sup> Agnozzi vient d'adresser au Conseil fédéral ne nous paraissent-elles pas de nature à servir la cause, un peu compromise déjà, du maintien de la nonciature en Suisse.

Il est impossible d'admettre, comme un principe de notre droit public, qu'il existe, dans ce pays, deux religions placées vis-à-vis l'une de l'autre sur un pied d'égalité : l'une, la religion protestante, étant sous le régime du droit commun, et l'autre, la religion catholique, étant mise au bénéfice d'un droit spécial, et sous une protection étrangère. Nos concitoyens catholiques ont été les premiers à reconnaître la nécessité de supprimer cette inégalité ; ils l'ont prouvé le jour où, dans un vote solennel, ils ont renoncé, pour le présent et pour l'avenir, à invoquer les garanties des traités de Vienne et de Turin.

Nous pensons qu'ils ne seront pas plus disposés à accepter aujourd'hui la tutelle que leur offre la curie romaine par l'intermédiaire de M<sup>r</sup> Agnozzi. Membres d'un Etat démocratique et en possession du suffrage universel dont ils ont toujours usé largement, ils n'ont nul besoin d'être traités comme des mineurs, incapables de discerner par eux-mêmes ce qui leur convient. Ils se rappellent fort bien qu'en 1847 ils ont, par leur vote presque unanime, contribué à la mise en vigueur d'une Constitution qui modifiait profondément l'organisation de l'Eglise nationale protestante, et ils ne peuvent aujourd'hui contester, comme catholiques, le principe qu'ils admettaient et qu'ils appliquaient, il y a vingt-six ans, en leur qualité de citoyens.

Ce sont les seules observations que nous ayons à faire au sujet de la lettre de M<sup>r</sup> Agnozzi. Nous ne savons ce que le Conseil fédéral jugera à propos de lui répondre, mais nous serions bien surpris s'il reconnaissait à un diplomate, qui n'a aucune compétence ecclésiastique en Suisse (encore moins pourrait-il avoir une compétence politique), le droit de faire des remontrances et de formuler des protestations officielles sur des questions qui sont, du domaine fédéral ou cantonal, mais qui ne concernent ni la cour du Vatican ni son représentant.

Voici le texte du projet de loi constitutionnelle sur l'organisation du culte catholique, qui sera soumis prochainement au Grand Conseil de Genève par le Conseil d'Etat :

« Le Grand Conseil,

« Sur la proposition du Conseil d'Etat,

« Décrète ce qui suit :

« Pour être soumis au vote populaire.

« Art. 1<sup>er</sup>. L'Etat reconnaît et salarie le culte catholique institué sur les bases suivantes :

« Art. 2. L'évêque diocésain reconnu par l'Etat peut seul, dans les limites de la loi, faire acte de juridiction et d'administration épiscopales.

« Il ne peut nommer un vicaire-général ni aucun autre fondé de pouvoirs sans l'assentiment de l'Etat.

« Cet assentiment peut toujours être retiré.

« Art. 3. Les paroisses catholiques du canton ne pourront jamais faire partie d'un diocèse qui comprendrait un territoire étranger à la Suisse.

« Dans aucun cas, le siège de l'évêché ne pourra être établi dans le canton de Genève.

« Art. 4. Les curés et les vicaires sont nommés par les citoyens catholiques inscrits sur les rôles des électeurs cantonaux. Ils sont révocables.

« Art. 5. Aucun dignitaire ecclésiastique ne peut remplir les fonctions de curé ni celles de vicaire dans une paroisse du canton.

« Art. 6. La loi détermine le nombre et la circonscription des paroisses, les formes de l'élection et de la révocation des curés et des vicaires, le serment qu'ils prêtent en entrant en fonctions, l'organisation et l'administration temporelle du culte. Elle stipule à cet égard les sanctions nécessaires.

« Art. 7. Chaque paroisse catholique a un conseil de fabrique. La loi règle ce qui a rapport à cet objet.

« Art. 8. Le Conseil d'Etat exerce le droit de placet sur les bulles, brefs, rescrits, cédés et autres actes émanés du Saint-Siège, ainsi que sur les mandements, lettres pastorales et autres actes de l'évêque diocésain.

« Art. 9. Sont abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi, et notamment les art. 130 et 133 de la Constitution de 1847.

## Dispositions transitoires.

« Les curés et les vicaires actuellement en fonction et nommés suivant le mode précédemment en vigueur, seront soumis à la réélection conformément aux prescriptions des art. 4, 5 et 6 de la présente loi. »

« Le relevement du Gothard a maintenant réussi complètement ; le bateau est près du bord et la plupart des sabords sont au-dessus de la surface du lac, de sorte que l'eau qui le remplit peut être enlevée de l'intérieur par des pompes. Les frais de relevement et de réparation du Gothard ne représenteront qu'une partie relativement peu considérable de la valeur du bâtiment.

« On écrit de Neuchâtel que M. Henri Huguenin, forestier, annonce, dans le *Rameau de Sapin*, qu'un sapin géant vient d'être abattu au Haut des Combes. La longueur totale de l'arbre est de 123 pieds ; la circonférence au gros bout, de 16 pieds ; au petit bout, 15 pieds. Le produit, comme combustible, est de 676 pieds cubes ; comme bois de construction, de 259 1/8 pieds cubes. Le tronc compte 200 lignes annulaires.

## Amérique.

BRESEL. — Le steamer *Néva* apporte des nouvelles de Rio, en date du 23, disant que la permission accordée aux navires étrangers de faire le cabotage entre les ports brésiliens a été prorogée jusqu'à la fin de 1873.

## DERNIÈRES NOUVELLES.

## ALLEMAGNE.

PRUSSE. — On lit dans la *Norddeutsche Zeitung* du 15 janvier : « La *Kaisers Zeitung* du 10 publie, sous le titre de : « A propos de la crise intérieure prussienne », un article qui présente comme provenant « de bonne source ». Sans pouvoir juger le bien fondé de cette affirmation à l'égard de chacune des assertions de cet article, nous sommes en mesure de contester le fait que le chancelier de l'empire aurait encouragé, au sein de la Chambre des Seigneurs, l'opposition contre la loi des cercles ou que la fraction oppositionnelle aurait eu le moindre contact avec Varzin.

« Lorsque la Chambre haute est prise, relativement à divers articles du projet de loi, des décisions contraires aux stipulations du projet primitif et aux votes de la Chambre des Députés, le prince de Bismarck donna à entendre que l'on suivrait à cet égard la voie constitutionnelle, c'est-à-dire que les amendements de la première Chambre seraient encore mis en délibération à la Chambre basse, — et s'opposait à l'intention de décréter la clôture de la session immédiatement après les premiers votes divergents de la Chambre des Seigneurs, et de forcer la position des choses au moyen d'une fournée de pairs.

« Ce qui est exact, c'est que le prince-chancelier, au moment où la Chambre des Seigneurs est infirmée ses propres décisions par un vote final inattendu, demanda que l'on procédât en première ligne à la réforme de la Chambre haute, et cela avant toutes délibérations ultérieures sur la question des cercles.

Il est également vrai qu'aujourd'hui encore la session considère la réforme de la Chambre des Seigneurs comme une nécessité urgente, non point dans le sens d'une transformation de cette Assemblée en un conseil d'Etat consultatif, mais sur la base du système des deux Chambres, — la première ayant du poids et des racines suffisamment fortes au sein du pays. »

## FRANCE.

On lit dans le *Temps* à la date du 13 : « Nous apprenons au dernier moment que le gouvernement n'a reçu de demandes d'autorisation pour se rendre aux obsèques de l'empereur, que du maréchal Canrobert et du général Frossard, ainsi que d'un chef de bataillon, ancien officier d'ordonnance de Napoléon III.

« La requête du maréchal Canrobert, qui n'exerce aucun commandement, et celle du général Frossard, dont la position aux Tuileries avait un caractère tout particulier, ont été accordées sur-le-champ.

« Le maréchal Mac-Mahon n'a parlé à M. le président de la République que d'une lettre qu'il désirait adresser à l'empereur, et qu'il lui a écrite en effet.

« Si le chef de l'Etat eût reçu d'autres demandes de voyage à Chislehurst, surtout d'officiers en activité de service, il aurait probablement fait observer que, plein d'égards pour tout ce qui a le caractère d'un témoignage d'affection personnelle, il est, d'autre part, obligé de tenir compte de l'attitude prise ces jours-ci par les feuilles bonapartistes, et de ne pas permettre aux chefs de l'armée de faire cortège à l'enfant qu'elles affectent de saluer du nom de Napoléon IV. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers, après les avoir lus, aurait dit qu'il n'y avait pas lieu de s'en inquiéter, et qu'il ne fallait pas donner d'importance à des fanfaronnades ridicules ; cette phrase même aurait été dite à la présidence : « Le parti bonapartiste est maintenant un cadavre, il ne faut pas le galvaniser. »

« On a montré au président de la République les articles des journaux bonapartistes enroulés de noir et dont on a fait des tirages extraordinaires pour être envoyés dans toutes les communes. Ces articles sont des manifestations insurrectionnelles, et sont en contradiction flagrante avec le vote de l'Assemblée, qui a proclamé la déchéance de l'empire. M. Thiers



